

# ASSEMBLÉE DE Vendredi 20 mai - de 17h à minuit SÉPARATION DU MEDEF Métro École Militaire ET DE L'ÉTAT

Avenue Bosquet - devant le siège du MEDEF

## Lettre ouverte à Monsieur Gattaz, président du MEDEF

A Paris le 18/05/2016

Cher Monsieur,

Ce vendredi 20 mai, sous vos fenêtres de l'avenue Bosquet à partir de 17h, se tiendra une Assemblée de séparation du MEDEF et de l'Etat, organisée par la Nuit Debout et à laquelle nous souhaitons vous inviter.

En effet, plusieurs représentants de communautés affectées par le MEDEF prendront la parole, et il nous semble justice que vous puissiez leur expliquer les raisons des sévices que vous leur faites subir. Parmi ces communautés, les chômeurs, les intermittents et précaires, les mal-logés et sans logis, les syndicalistes victimes de répression, les femmes discriminées dans le travail, les jeunes racisés et discriminés à l'embauche, les militants écologistes et les écosystèmes, les travailleurs et usagers des services publics, les citoyens qui payent normalement leurs impôts, etc...

Dans l'espoir que vous saurez convaincre les participants à l'Assemblée que l'ordre des choses auquel vous présidez est le meilleur possible, que la démocratie règne dans notre pays et qu'il n'y a pas lieu de séparer le MEDEF de l'Etat, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, que nous resterons toujours debout.

Liste des participants confirmés à l'Assemblée des communautés affectées :

- Geneviève Azam (militante altermondialiste et écologiste)
- Fatima-Ezzahra Benomar (commission féminisme)
- Samuel Churin (intermittents et précaires)
- Fred Dubonnet (commission économie politique)
- Jean-Baptiste Eyraud (sans voix, droit au logement)
- Théo Lubin (militant antiraciste)
- Lucie Watrinet (plate forme paradis fiscaux et judiciaires)
- Un.e membre de la commission travail social

Et le professeur de droit social Emmanuel Dockès, coordinateur de l'Autre Code du travail, introduira l'Assemblée populaire sur notre loi travail, laquelle se conclura par une cérémonie de séparation du MEDEF et de l'Etat et la proclamation d'un appel à actions.